

PROCÈS-VERBAL – PUBLIC

Commission du vivre-ensemble (CVE)

1^{ère} séance – 11 février 2026 – 13 h 32 à 16 h 28

Salle de direction, rez-de-chaussée

Maison du Citoyen, 25 rue Laurier, Gatineau

Séance en mode hybride

PRÉSENCES :

Membres

Sonia Ben-Arfa, présidente et conseillère municipale – District de Lucerne (2)

Julie Bélisle, vice-présidente et conseillère municipale – District de Limbour (10)

Isabelle Cousineau, membre élue et conseillère municipale – District du Parc-de-la-Montagne-Saint-Raymond (8)

Erik Bisson, membre organisme – Jeunesse Idem – En visioconférence

Jeanie Pinard-Duhaime, membre organisme – Table Éducation Outaouais

Eugénine Sfeir, membre organisme – Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais – En visioconférence

Roxana Merello, membre organisme – Service Intégration Travail Outaouais

Josée Cousineau, membre organisme – Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais – En visioconférence

Ibrahim Sballil, membre organisme – Centre islamique de l'Outaouais – En visioconférence

Garanké Bah, membre organisme – Conseil de la communauté noire de Gatineau

Stéfanny St-Laurent, membre organisme – Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales - Outaouais

Karen Smith, membre organisme – Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Point de service de Gatineau

Audrey Roy, membre statutaire – ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Terence Blais, membre statutaire – Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais

Secrétaire

Josée Marcil – coordonnatrice aux comités et commissions – Direction exécutive (DE)

Ressources internes

Sébastien Vallée, directeur – Service des loisirs, des sports et du développement des communautés (SLSDC)

Mychelle Vaive, cheffe de service – Planification et développement des communautés (PDC) – SLSDC

Josiane Cossette, cheffe de section – PDC – SLSDC

Florina Gaborean, coordonnatrice à la diversité sociale et culturelle – PDC – SLSDC

Louis-Patrick Comeau, agent aux communautés culturelles – PDC – SLSDC

Roxanne Portelance, coordonnatrice – Développement des communautés (DC) – PDC – SLSDC

Marie-Michèle Barrette, coordonnatrice – DC – PDC – SLSDC – En visioconférence

Catherine Bourgeois-Garault, adjointe administrative aux comités et commissions – DE

Autres personnes présentes

Mike Owen Sebagenzi, agente de recherche, Bureau des conseillers

Alicia Lacasse-Brunet, agente de recherche, Bureau des conseillers – En visioconférence

ABSENCES :

Membres

Bato Redzovic, membre organisme – Accueil Parrainage Outaouais

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance

La présidence constate le quorum et ouvre la séance en mode hybride et publique à 13 h 32. Il s'agit de la première séance de l'année, marquant la reprise des travaux des comités et commissions depuis les élections municipales. Cinq (5) séances sont prévues en 2026. La rencontre d'aujourd'hui portera notamment sur la présentation du plan de travail proposé pour la Commission du vivre-ensemble en 2026. On indique qu'un tour de table sera proposé sous peu afin de se présenter.

2. Adoption de l'ordre du jour

Les items suivants sont ajoutés au points Divers :

- Annonce : 30^e anniversaire de Jeunesse Idem – proposé par Érik Bisson
- Campagne des Journées de la persévérance scolaire – proposé par Jeanie Pinard-Duhaime

Il est proposé par Jeanie Pinard-Duhaime

Appuyé par Julie Bélisle

Et résolu que cette Commission adopte l'ordre du jour de la présente séance avec l'ajout proposé.

Adopté

3. Déclaration de conflit d'intérêts

Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré à la suite de la lecture des sujets inscrits à l'ordre du jour.

4. Dépôt et suivis du procès-verbal de la séance publique du 25 septembre 2025

Le procès-verbal de la séance publique du 25 septembre 2025, préalablement validé par les membres, est déposé et disponible sur le site Web de la Ville. Aucun suivi n'est requis.

5. Période de questions du public

Aucune question du public n'est adressée à la Commission lors de cette séance.

6. Tour de table

Un tour de table est effectué et les membres se présentent. La présidence souligne l'arrivée des nouveaux membres élues de la commission, soit Julie Bélisle, à la vice-présidence et Isabelle Cousineau. On souligne également l'arrivée de Stéfanny St-Laurent, membre organisme pour l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales de l'Outaouais ainsi que l'arrivée d'Audrey Roy, membre statutaire pour le

ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et Terence Blais, membre statutaire pour le Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais.

Karen Smith se joint à la rencontre à 13 h 42.

7. Plan de travail 2026 de la Commission du vivre-ensemble – Présentation

Mychelle Vaive, cheffe de service à la Planification et au développement des communautés (PDC) au Service des loisirs, des sports et du développement des communautés (SLSDC) présente aux membres la proposition du plan de travail 2026 de la Commission, en vue d'obtenir une recommandation.

Le Service rappelle que le plan de travail proposé couvre uniquement l'année 2026. Il est envisagé qu'à l'automne, le Service revienne devant la Commission afin de discuter du prochain plan de travail et d'y intégrer, au besoin, des éléments additionnels ou des dossiers d'intérêts pour les membres. Il est également indiqué que le prochain plan pourrait s'étendre sur deux années, sous réserves. La proposition actuelle tient compte des priorités organisationnelles, de la continuité de certains dossiers prioritaires, de la capacité des équipes ainsi que des sujets d'intérêts identifiés pour la Commission. Un atelier de travail auprès des élus a aussi permis de rassembler certains commentaires s'inscrivant dans l'un des dossiers ou qui seront utiles pour la planification du prochain plan de travail. Le plan présenté est basé sur une planification de cinq séances pour l'année 2026. Trois grands dossiers, de même que l'objectif de la Commission pour chacun, sont présentés aux membres :

1- Campagne de sensibilisation contre la discrimination et les préjugés

Objectif de la Commission : Contribuer à l'élaboration et à la diffusion de la campagne de sensibilisation pour réduire la discrimination et les préjugés.

Rôle : Analyse et orientation

2- Participation sociale

Objectif de la Commission : Assurer une vigie sur des dossiers et des enjeux sociaux reliés à la diversité culturelle et sociale et formuler, au besoin, des recommandations au conseil municipal dans une perspective d'inclusion et de participation sociale.

Rôle : Recommandation

Il est précisé que ce grand dossier « participation sociale » est également inscrit aux plans de travail des autres commissions relevant du SLSDC pour 2026. Ce dossier permettra d'aborder divers sujets tout au long de l'année. Si un organisme souhaite aborder une thématique particulière, dans le cadre de ce dossier, une discussion avec les équipes pourrait avoir lieu afin d'envisager l'intégration d'un sujet en Commission.

3- Activités d'accueil et d'intégration pour les nouveaux arrivants

Objectif de la Commission : Contribuer à la réflexion sur les orientations des activités proposées dans le plan d'action municipal afin de mieux soutenir l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants ainsi que le rapprochement interculturel.

Rôle : Analyse et orientation

Période d'échanges

Continuité des travaux

Une question est posée sur la différence entre la nouvelle campagne proposée et la campagne antérieure sur les micro-agressions, réalisée avec la Commission jeunesse. Le Service précise qu'il s'agit d'une phase 2, qui vient compléter et élargir ce qui a déjà été fait. Il est indiqué que la Commission jeunesse viendra ultérieurement expliquer en quoi cette nouvelle phase s'ajoute aux actions existantes.

Discussion concernant le dossier 2 – Participation sociale

Le Service explique que ce dossier vise à assurer une vigie sur les enjeux sociaux émergents liés au vivre-ensemble tout en donnant une flexibilité à la Commission pour traiter des enjeux non prévus initialement. Les membres confirment leur compréhension que ce dossier n'est pas un projet précis, mais un espace adaptable pour accueillir de nouveaux sujets en cours d'année.

Politique parapluie du SLSDC et intercommissions

Des membres demandent des précisions en lien avec les politiques publiques antérieures liées à la politique parapluie (diversité culturelle, famille, loisirs, etc.). Une question est posée concernant les documents qui seront remplacés ou intégrés dans la nouvelle politique. Le Service explique qu'une analyse de l'ensemble des politiques a été faite et que la nouvelle politique vise à regrouper et harmoniser ces documents, qui parfois, ont pu être contradictoires sur certains aspects. Il est mentionné que le sujet sera repris lors de deux intercommissions en 2026, sous toutes réserves et qu'un suivi sera fait afin de transmettre le lien vers les documents discutés en intercommissions ainsi que la présentations qui avait été enregistrée lors de la séance du 30 mai dernier à laquelle les membres de la CVE avaient collaboré.

Groupes de travail et continuité avec les travaux du plan précédent

Des membres expriment une incertitude quant à la continuité des comités ou groupes de travail existants. Le Service clarifie que les groupes de travail se poursuivent. Le comité sur les crimes haineux / discrimination se poursuit, avec un élargissement du mandat. Un nouveau comité sera créé sur les activités d'accueil et d'intégration.

Caractère évolutif du plan de travail

Le plan de travail est présenté comme une continuité, avec certains ajustements (ex. retrait du dossier logement). Des questions portent sur la possibilité d'ajouter des sujets en cours d'année et faire évoluer les actions. Le Service explique que le plan adopté par le conseil municipal devient rigide au niveau des dossiers inscrits. Toutefois, les dossiers proposés sont choisis stratégiquement tel des "chapeaux" thématiques permettant d'intégrer de nouveaux enjeux au courant de l'année sans devoir retourner au conseil pour se faire.

Contribution des partenaires

Des membres indiquent leur intérêt à contribuer aux groupes de travail proposés. D'autres souhaitent savoir comment leur organisme peuvent davantage s'intégrer à la commission. Le Service communiquera avec certains d'entre eux pour préciser certaines collaborations possibles.

Recommandation

CVE-2026-01

La Commission du vivre-ensemble (CVE), lors de sa séance régulière du 11 février 2026, recommande au conseil municipal :

D'adopter le plan de travail 2026 de la Commission du vivre-ensemble tel que présenté.

Il est proposé par Isabelle Cousineau

Appuyé par Terence Blais

Adoptée

Ibrahim Sballil quitte temporairement la séance à 14 h 16. Le quorum est maintenu.

8. Mois de l'histoire des Noirs – Présentation

Garanké Bah, membre organisme siégeant à la CVE en provenance du Conseil de la communauté noire de Gatineau, présente les activités et la programmation du Mois de l'histoire des Noirs aux membres. La présentation est de nature informative.

La programmation inclut une série d'activités culturelles, éducatives, communautaires et de sensibilisation tout au long du mois de février. Il est notamment question d'activités liées à la santé, à la jeunesse, à l'entrepreneuriat, au rapprochement interculturel ainsi qu'à la mise en valeur de la communauté noire de Gatineau. La programmation intègre des activités de célébration, d'éducation et de mobilisation, en partenariat avec divers organismes afin de rejoindre un public diversifié.

Période d'échanges

Commentaires généraux

Des remerciements sont adressés au présentateur. La diversité et la richesse de la programmation sont saluées.

Inscription

À la suite de la présentation, des questions sont posées concernant les modalités d'inscription aux différentes activités. Il est précisé que les inscriptions se font principalement via Eventbrite, et que les activités sont également répertoriées sur le site Web du Mois de l'histoire des Noirs, où les événements sont ajoutés progressivement. Des membres soulignent l'intérêt de la programmation, notamment la présence d'activités s'adressant spécifiquement aux femmes et la volonté de créer des espaces d'échange, en particulier en lien avec les enjeux de santé.

Des questions sont ensuite soulevées quant à la diffusion et au repartage des activités, notamment celle du 13 février (fibrome – santé des femmes). Les membres trouvent important de mettre l'accent sur la santé des femmes. Il est précisé que cette activité est ouverte au public, qu'une option de participation en visioconférence est offerte et que les événements peuvent être partagés sur les réseaux sociaux à partir des pages officielles du Conseil de la communauté noire de Gatineau et du Mois de l'histoire des Noirs. Il est également mentionné qu'un suivi par correspondance sera effectué afin de faciliter la diffusion de l'information. Enfin, il est rappelé que le site Web du Mois de l'histoire des Noirs constitue un outil central de référence pour l'accès à l'information et aux inscriptions.

Pause de 14 h 43 à 15 h 01

Ibrahim Sballil rejoint la rencontre pendant la pause, à 14 h 45.

9. Démarche d'élaboration de la campagne contre la discrimination et les préjugés – Présentation

Florina Gaborean, coordonnatrice à la diversité sociale et culturelle – Planification et développement des communautés (PDC) au SLSDC, Roxanne Portelance, coordonnatrice – Développement des communautés (DC) – PDC – SLSDC et Marie-Michèle Barrette, également coordonnatrice – DC – PDC – SLSDC présentent la démarche d'élaboration de la campagne contre la discrimination et les préjugés. La présentation est de nature informative. L'objectif est de présenter comment sera travaillé l'élaboration de la campagne en collaboration avec la Commission jeunesse de Gatineau. Celle-ci est inscrite en tant que dossier au plan de travail de la CVE dans une perspective de vivre-ensemble, en continuité avec des collaborations antérieures, notamment avec la Commission jeunesse.

Il est rappelé qu'une campagne vidéo sur le vivre-ensemble avait été réalisée en 2022, et que la démarche actuelle s'inscrit comme une phase 2, élargissant la portée des actions précédentes. Une capsule vidéo est présentée aux membres afin d'illustrer l'approche. Il est précisé que 40 capsules vidéo sont actuellement disponibles, lesquelles visent à démystifier les micro-agressions et à outiller la population sur les façons d'y réagir. Un lien sera transmis par correspondance aux membres (adogatineau.ca).

Les phases d'élaboration de la campagne sont exposées. Le SLSDC indique être rendu à l'étape 4, soit l'élaboration des messages clés, dont l'objectif est la déconstruction des préjugés et l'identification des publics cibles, avec un accent particulier sur la population générale et les jeunes. Le groupe de travail sur les crimes haineux assure le suivi de cette démarche et que les autres membres de la Commission sont invités à s'y joindre si souhaité. Il est également mentionné que des réflexions sont en cours quant à la prise en compte de la voix des jeunes dans la campagne.

La présentation précise que le projet bénéficie désormais d'un budget global de 85 000 \$, permettant de soutenir l'ensemble de la démarche. En plus des outils numériques, la campagne comprendra des activités d'activation sur le terrain, afin de favoriser un changement de comportements. L'importance de développer des messages percutants, ainsi que de choisir les bons formats et outils, est soulignée. Les impacts et enjeux associés à la campagne sont présentés et les prochaines étapes sont exposées, soit : la présentation des concepts de campagne en mai 2026; une mise en œuvre de la campagne prévue en janvier 2027, dans une perspective intersectionnelle, couvrant toutes les formes de discrimination.

Période d'échanges

Commentaires généraux

Des félicitations sont adressées au SLSDC, les membres apprécient la collaboration avec la Commission jeunesse.

Participation au comité et ouverture de la démarche

Il est confirmé que la démarche s'inscrit désormais dans une portée élargie. Des membres manifestent leur intérêt à se joindre au comité/groupe de travail, ce qui est

accueilli favorablement par le SLSDC. Les personnes intéressées peuvent communiquer directement avec le Service afin d'intégrer le comité.

Continuité avec la phase I

Des échanges portent sur la phase I de la campagne, incluant les capsules vidéo déjà produites, lesquelles demeurent disponibles. Il est mentionné que ces capsules, notamment celles visant à démystifier les micro-agressions, peuvent être repartagées à partir des plateformes existantes et diffusées sur les médias sociaux. Un lien vers les capsules sera transmis par correspondance aux membres. Il est précisé que la campagne précédente a été diffusée en français et en anglais et que les capsules de la phase I peuvent être utilisées en parallèle à la nouvelle phase afin d'en renforcer la portée.

Publics cibles

Des précisions sont demandées concernant les publics visés. Le Service indique que la phase précédente ciblait principalement les jeunes de 12 à 17 ans, dans un cadre scolaire (année scolaire 2024-2025). La prochaine phase vise la population générale, tout en conservant un intérêt pour les jeunes. Il est reconnu que les discriminations touchent toutes les tranches d'âge, et non uniquement les jeunes.

Thématiques abordées

Des questions sont soulevées quant aux thématiques retenues, notamment le racisme et les stéréotypes culturels; les préjugés liés à l'apparence physique et à l'image corporelle; l'intimidation et les micro-agressions dans la vie quotidienne. Le Service a consulté les membres à cet égard et l'intention est de scénariser des situations réelles, inspirées du quotidien, afin de rendre les messages plus concrets et parlants. Des outils existants sont évoqués et pourront être partagés aux membres (outil : Simplement moi par la Table Éducation Outaouais)

Défi du changement de comportement

Des membres soulignent que le principal défi demeure le changement de comportement. Il est mentionné que les activités de sensibilisation rejoignent souvent des personnes déjà convaincues ou sensibilisées, alors que l'enjeu est d'atteindre celles qui le sont moins. À ce sujet, une réflexion est amorcée sur la possibilité d'outiller les personnes déjà sensibilisées afin qu'elles puissent engager des conversations plus difficiles dans leur entourage et sur l'importance de réfléchir au cycle de changement (prise de conscience, adhésion, action), en reconnaissant que les effets d'une campagne peuvent être progressifs.

Ton des messages

Il est souligné que la campagne devra éviter un ton moralisateur ou culpabilisant. Les échanges mettent en évidence l'importance de développer des messages clés nuancés, d'adopter une approche qui interpelle sans juger et de trouver un équilibre entre sensibilisation et responsabilisation.

Rôle des activités d'activation sur le terrain

Les activités d'activation terrain sont perçues comme un levier important pour renforcer l'impact de la campagne. Des exemples sont évoqués, notamment des interventions mises en scène pour susciter des réactions, réflexion et les messages sur les réseaux sociaux.

Impact auprès du public

Des pistes sont partagées afin d'augmenter l'impact réel de la campagne : intégrer les messages dans des espaces déjà fréquentés par la population; envisager des installations immersives ou participatives (ex. murs d'expression, capsules audio, témoignages); utiliser des données, récits et faits pour déconstruire certains mythes; arrimer les messages à des activités culturelles ou de programmation municipale. La question de la transmission efficace du message demeure centrale dans les échanges.

10. Réflexion : Activités d'accueil et d'intégration – Présentation et atelier de travail

Louis-Patrick Comeau, coordonnateur - DC - PDC - SLSDC, présente une réflexion concernant le dossier des activités d'accueil et d'intégration. La présentation est pour analyse et orientation. Elle a pour objectif de présenter le portrait actuel des activités d'accueil et d'intégration afin de valider et recevoir les orientations qui encadrent ces activités. L'objectif est de contribuer à la réflexion sur les orientations des activités d'accueil et d'intégration prévues afin de mieux soutenir l'accueil des nouveaux arrivants et de favoriser le rapprochement interculturel. La démarche est présentée comme un processus évolutif, débutant par une réflexion commune et devant culminer par la formation d'un comité de travail.

Période d'échanges

Commentaires généraux

Des remerciements sont adressés au SLSDC pour la présentation.

Accessibilité de l'information

Il est soulevé que les outils et documents liés aux activités d'accueil gagneraient à être simplifiés afin d'en améliorer l'accessibilité. Il est mentionné que le guide existant sera revu et considérablement allégé, avec l'utilisation d'un langage clair et simplifié, ainsi que l'ajout de références. Le Service mentionne que cette réflexion s'inscrit également dans les travaux menés avec le Service des communications. On explique dans le cadre du Plan d'action intégré Familles, aînés et personnes handicapées que des formations seront offertes aux employés afin de développer des habiletés liées à la littératie, à la communication accessible et à la vulgarisation, y compris pour des contenus plus complexes (ex. avis juridiques), dans un objectif de meilleure accessibilité de l'information.

Terminologie utilisée

Des échanges portent sur le choix des mots utilisés pour désigner les activités (ex. journées interculturelles, etc.). Il est soulevé que certaines appellations peuvent moins interpeller la communauté d'accueil, alors que l'objectif poursuivi est de favoriser le vivre-ensemble pour l'ensemble de la population. Des pistes sont évoquées, telles que l'utilisation de libellés plus inclusifs (ex. journées des nouveaux résidents).

Groupe de travail

Des organismes, dont le Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais, le Service Intégration Travail Outaouais, Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais et le Conseil de la communauté noire de Gatineau, manifestent également leur intérêt à siéger au comité de travail.

Représentativité

Il est mentionné que les réalités vécues par les personnes sont intersectionnelles, et qu'il est important de reconnaître que plusieurs individus se reconnaissent dans plus d'une

identité ou expérience. Il est suggéré de tenir compte de cette réalité dans les outils, les sondages et les contenus visuels, afin d'éviter des approches trop cloisonnées.

Sécurité et sentiment d'appartenance

Des échanges portent sur la réticence de certaines personnes à participer aux activités, notamment par crainte d'être jugées ou par sentiment de ne pas être à leur place. Il est souligné que les activités doivent favoriser un sentiment de sécurité; créer des espaces réellement inclusifs; encourager une participation mixte, incluant la communauté d'accueil et les personnes immigrantes. Il est mentionné que les équipes municipales pourraient bénéficier de vivre ces expériences, afin de mieux comprendre les enjeux liés à l'accueil et à l'intégration.

Financement et clientèles visées

Des questions sont posées quant à la portée du financement du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) et aux clientèles admissibles dans le cadre des activités d'accueil et de rapprochement interculturel. Il est précisé que les activités s'inscrivent dans un cadre financé par le MIFI, jumelé à un budget municipal afin de les bonifier; l'objectif est de pouvoir inclure plus largement différentes clientèles; les activités ne peuvent être exclusivement ciblées à un seul groupe, mais doivent favoriser le rapprochement interculturel, incluant la communauté d'accueil; il existe une zone de flexibilité permettant d'élargir la portée des initiatives.

Objectifs

Il est mentionné que l'objectif n'est pas uniquement de parler de racisme, mais de travailler sur plusieurs thèmes complémentaires (ex. inclusion, intégration, rapprochement, vivre-ensemble), afin de favoriser une vision globale et constructive.

Idées partagées

Certaines idées sont partagées concrètement dans le cadre de la réflexion. Notamment : les activités de gastronomie (cuisine collective, dégustations), identifiées comme des leviers puissants de rapprochement; les activités culturelles ou artistiques (ex. théâtre communautaire, récits de personnes immigrantes, sketches inspirés de vécus réels); les activités dans les espaces publics (parcs, marchés, événements extérieurs); les initiatives favorisant la déconstruction des préjugés et les échanges entre différentes communautés. L'importance du rapprochement interculturel est nommée. Les communautés devant travailler ensemble sur le thème du vivre-ensemble, dans le cadre d'un projet commun.

Prochaines étapes

Le Service conclut en rappelant les prochaines étapes : la formation du groupe de travail, l'identification et priorisation des initiatives, la proposition d'un calendrier de mise en œuvre et une prochaine présentation à la CVE au printemps, sous toutes réserves.

11. Divers

11.1 Suivis des recommandations, s'il y a lieu

Il est expliqué que le point Divers permet maintenant de faire un suivi sur les recommandations de la Commission qui sont transmises au CM, s'il y a lieu. Aucun suivi n'est à faire en cette première séance 2026.

Rappel – Annonce du 30^e anniversaire de Jeunesse Idem

Il est rappelé que l'intervention concernant le 30^e anniversaire de l'organisme avait déjà été faite plus tôt lors du tour de table. Aucun nouvel élément n'est ajouté à ce sujet.

Campagne de la persévérance scolaire

L'organisme Table Éducation Outaouais présente des informations en lien avec les Journées de la persévérance scolaire, qui aura lieu la semaine suivante. Plusieurs activités sont prévues, dont un match de hockey en collaboration avec les Olympiques de Gatineau en février. Il est mentionné que l'initiative vise les jeunes persévérants, jusqu'aux études postsecondaires, et que l'information est à diffuser.

Programme de l'expérience québécoise (PEQ)

Les membres sont informés des avancées et discussions en cours au conseil municipal concernant le Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Il est souligné que :

- Gatineau est une ville comptant une importante communauté immigrante;
- La situation actuelle génère des impacts concrets, incluant des expériences difficiles et des déchirements vécus par certaines familles;
- Des mobilisations citoyennes ont eu lieu récemment, dont certaines la fin de semaine précédente.

Il est indiqué qu'une résolution est prévue lors d'une prochaine séance du conseil municipal. Les membres sont invités à poursuivre les efforts de mobilisation, dans l'espoir que la démarche porte fruit.

Journée internationale du droit des femmes

Plusieurs activités liées à la Journée internationale des droits des femmes (8 mars) sont portées à l'attention des membres. Il est mentionné, entre autres, que les membres sont invités à souligner et célébrer le 8 mars, dans une perspective de défense des droits des femmes.

- L'organisme AGIR Outaouais est en mobilisation à cette occasion (agiroutaouais.ca).
- L'organisme Service Intégration Travail Outaouais invite les membres à participer à un dîner interculturel le 20 mars.
- L'organisme Accompagnement des femmes immigrantes de l'Outaouais invite les membres à participer à une activité de célébration de la Journée internationale des droits des femmes, qui se tiendra à la Maison du citoyen.

L'organisme Conseil de la communauté noire de Gatineau réitère pour sa part l'invitation à une dégustation gastronomique, s'inscrivant également dans le cadre des activités communautaires à venir.

12. Prochaine séance

Il est indiqué que la prochaine séance de la Commission du vivre-ensemble se tiendra le 12 mars 2026, à 9 h.

13. Levée de la séance

Il est proposé par Éric Bisson

Appuyé par Ibrahim Sballil

Et résolu que cette Commission accepte de lever la séance à 16 h 28.

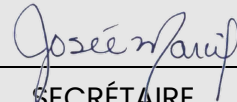
Adopté

DISTRIBUTION :

Aux membres de la présente Commission, aux personnes-ressources,
aux membres du conseil municipal et à la greffière



PRÉSIDENTE
SONIA BEN-ARFA



SECRÉTAIRE
JOSÉE MARCIL